

REAMENAGEMENT DE LOCAUX TERTIAIRES

MAITRISE D'OUVRAGE

Mairie de GARDONNE
Rue de la Mairie
24680 GARDONNE



MAITRISE D'ŒUVRE

ARCHITECTE



CAUTY & LAPARRA – Architectes dplg
2 ZA Vallade Nord – 24100 BERGERAC
Tel 05 53 63 36 36 – email archi.cl@cauty-laparra.com

BET STRUCTURE



BET AXEPLAN Ingénierie
30 rue du Pont Saint Jean – 24100 BERGERAC
Tel 05 53 57 21 73 - email : be@axeplan.fr

BET FLUIDE



BET C.E.S.T.I.
49 bis rue Lamartine – 24750 ATUR
Tel 05 53 04 45 79 – email : contact@cesti.fr

BUREAU DE CONTROLE



SOCOTEC 24
Monsieur Ludovic CHADUTEAU
35 rue du Général Morand – 24000 PERIGUEUX
Tél 05 53 45 65 50 – email : ludovic.chaduteau@socotec.com

COORDONNATEUR SPS



Philippe LAFON
18 rue de la Commanderie – BP1 – 33220 PINEUILH
Tél : 06 11 08 77 32 – email : lafon.csps@wanadoo.fr

DOSSIER

17/588

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES LOT N° 00 – GENERALITES

PHASE	DATE	OBJET	INDICE
PRO	Mai 2018	PRO-DCE	

SOMMAIRE

00- 01 - DESIGNATION SOMMAIRE DES TRAVAUX A REALISER ET INTERVENANTS	3
00- 02 - LISTE DES LOTS DE TRAVAUX ET CORPS D'ETAT	3
00- 03 - DEFINITION DU CCTP	4
00- 04 - DEFINITION DES LOTS ET CORPS D'ETAT	4
00- 04.1- LOTS DE TRAVAUX.....	4
00- 05 - DEFINITION DES PRESCRIPTIONS GENERALES ET PARTICULIERES	4
00- 06 - TRANCHES DE TRAVAUX.....	5
00- 07 - CALENDRIER DES TRAVAUX	5
00- 08 - TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES – REGLES DE L'ART	5
00- 09 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER.....	5
00- 10 - INSTALLATION DE CHANTIER – REPARTITION DES DEPENSES - OBLIGATIONS.....	6
00- 10.1- ACCES AU CHANTIER.....	6
00- 10.2- INSTALLATION DE CHANTIER.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
00- 10.3- CLOTURE DE CHANTIER	7
00- 10.4- OBLIGATIONS LIEES AUX TRAVAUX.....	7
00- 11 - BILAN THERMIQUE ET CONFORMITE RT 2012.....	8
00- 12 - FOUILLES ARCHEOLOGIQUES.....	8
00- 13 - PLANS D'EXECUTION ET DE RECOLEMENT	8
00- 13.1- PLANS	8
00- 13.2- PLANS DE RESERVATION	8
00- 13.3- PLANS DE RECOLEMENT	8
00- 14 - CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	9
00- 14.1- TROUS SCELLEMENTS ET MENUS OUVRAGES	9
00- 14.2- TRAITS DE NIVEAU	9
00- 14.3- ECHANTILLONS.....	9
00- 14.4- PRECHAUFFAGE.....	9
00- 14.5- ECHANTILLONS.....	9
00- 14.6- MARQUES ET MODELES	9
00- 14.7- EQUIPEMENTS ET MATERIAUX	9
00- 15 - CONTROLE INTERNE	9
00- 16 - PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES	10
00- 17 - NETTOYAGE ET ENLEVEMENT DES GRAVOIS.....	10
00- 17.1- AU COURS DES TRAVAUX,	10
00- 17.2- NETTOYAGE FINAL	10
00- 18 - GARANTIES ANNUELLES, BIENNALES ET/ OU DECENNALES	11
00- 19 - ORGANISATION DE CHANTIER / SECURITE.....	11

00- 01 - DESIGNATION SOMMAIRE DES TRAVAUX A REALISER ET INTERVENANTS

Les prestations à réaliser au titre du présent marché, concernent :

**Réaménagement de locaux tertiaires
à GARDONNE**

Maître d'Ouvrage :

Mairie de GARDONNE
Rue de la Mairie
24680 GARDONNE

Maîtrise d'Œuvre :

SCAPA – Architectes Associés
2 ZA Vallade Nord – 24100 BERGERAC
Tel 05 53 63 36 36 – email scapa@scapa.archi

Bureau Etudes Fluides :

BET C.E.S.T.I.
49 bis rue Lamartine – 24750 ATUR
Tel 05 53 04 45 79 – email : contact@cesti.fr

Bureau Etudes Structure :

BET AXEPLAN Ingénierie
30 rue du Pont Saint-Jean – 24100 BERGERAC
Tel 05 53 57 21 73 – email : be@axeplan.fr

Bureau de Contrôle :

SOCOTEC 24
Monsieur Ludovic CHADUTEAU
35 rue du Général Morand – 24000 PERIGUEUX
Tel 05 53 45 65 50 – email : ludovic.chaduteau@socotec.com

Coordonnateur SPS :

Philippe LAFON
18 rue de la Commanderie – BP1 – 33220 PINEUILH
Tel 06 11 08 77 32 – email : lafon.csps@wanadoo.fr

00- 02 - LISTE DES LOTS DE TRAVAUX ET CORPS D'ETAT

Pour cette opération, la liste des lots de travaux et des corps d'état s'établit ainsi :

Lot 00	Généralités
Lot 01	Gros œuvre - Enduit - VRD
Lot 02	Charpente couverture - Etanchéité
Lot 03	Menuiseries extérieures – Serrurerie
Lot 04	Plâtrerie - Menuiseries intérieures – Faux plafond
Lot 05	Carrelage - Faïences
Lot 06	Peinture – Sols souples
Lot 07	Courants Forts – Courants Faibles – SSI
Lot 08	Plomberie – Sanitaire – Chauffage - Ventilation

00- 03 - DEFINITION DU CCTP

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) vient préciser l'ensemble des prestations que l'entrepreneur doit prévoir dans son offre. L'entreprise devra notamment comprendre dans son offre, sous peine de nullité :

- l'ensemble des études et travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages,
- la découverte d'erreurs ou d'omissions dans le descriptif établi par le maître d'œuvre, celui-ci devant être immédiatement informé de ces erreurs ou omissions ; dans tous les cas, l'entreprise s'engage à effectuer l'intégralité des travaux prévus au devis descriptif ou représentés sur les plans,
- le quantitatif établi par le maître d'œuvre est donné à titre indicatif, le contrôle des quantités doit être réalisé par l'entreprise et réajusté dans la colonne « quantités entreprise » du DPGF.

Si aucune observation n'est présentée à ce sujet lors de la remise des offres, l'entreprise ne pourra prétendre à quelque réajustement que ce soit concernant les quantités effectivement mises en œuvre.

Toute omission en limite de prestations entre corps d'état sera à la charge de l'entreprise.

Toutes les côtes portées aux plans sont à vérifier sur place avant commande de fourniture ou travaux.

00- 04 - DEFINITION DES LOTS ET CORPS D'ETAT**00- 04.1- LOTS DE TRAVAUX**

Les travaux faisant l'objet du présent CCTP sont divisés en "lots de travaux" pouvant donner lieu chacun à un marché de travaux.

Un même soumissionnaire pourra se voir attribuer plusieurs lots.

Dans ce cas, l'entreprise est tenue de présenter une offre chiffrée pour chaque lot qu'elle souhaite se voir attribuer, de telle sorte que le jugement des différentes offres ou propositions reçues puisse être fait pour chaque lot considéré séparément.

00- 05 - DEFINITION DES PRESCRIPTIONS GENERALES ET PARTICULIERES

Chaque lot est divisé en deux parties :

- PRESCRIPTIONS GENERALES :

Celles-ci contiennent les dispositions réglementaires, les modes opératoires courants et l'obligation d'une assurance qui s'appliquent généralement à toutes les opérations.

En ce qui concerne la partie réglementaire :

Les références aux différentes normes (NF, EN, UTE, ISO, etc.) incluent, quand elles existent, les différentes parties de ces normes ;

Les dates indiquées en fin de libellé sont celles de la prise d'effet de la dernière mise à jour du document.

- PRESCRIPTIONS PARTICULIERES :

Celles-ci ont pour rôle de définir précisément, à propos de chaque ouvrage :

- sa nature et celle de ses principaux composants ou accessoires ;
- ses particularités de mise en œuvre ;
- ses caractéristiques qualitatives et dimensionnelles ;
- sa localisation dans l'ouvrage.

Le C.C.T.P et les plans renseignent les entrepreneurs sur la nature et l'importance des travaux à réaliser, néanmoins les prévisions et descriptions n'ont pas de caractère limitatif, les entrepreneurs devront comme étant compris dans leur prix forfaitaire, sans exception ni réserve tous les travaux de leurs professions utiles au parfait achèvement de l'ouvrage considéré.

Chaque entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble du dossier D.C.E., non seulement dans les articles concernant son lot mais également il devra tenir compte des ouvrages décrits aux chapitres concernant les autres lots, afin d'avoir une parfaite connaissance de l'ouvrage à bâtir et afin que nulle incidence existe entre les différents

corps d'états, aucune augmentation des prix du marché ne sera accordée en raison d'imprévision technique d'une ou plusieurs entreprises.

En cas d'erreur, d'omissions, ou de manque de concordance entre le présent document et les plans, le ou les entrepreneurs concernés devront signaler cette anomalie à la remise de leur offre, au Maître d'œuvre et au mandataire du Maître d'Ouvrage, tout manquement à cette règle entraînera automatiquement la mise en cause de la responsabilité de l'entrepreneur concerné par cette anomalie.

Les entrepreneurs devront suppléer par leurs connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal ou imparfaitement indiqués en cas de doute, ils se référeront immédiatement au Maître d'Œuvre.

En conséquence, les entrepreneurs ne pourront jamais prétendre que des erreurs ou omissions aux plans et C.C.T.P puissent les dispenser d'exécuter tous les travaux qui incombent à leurs professions, ou justifier une demande de supplément sur les prix forfaitaires du marché.

00- 06 - TRANCHES DE TRAVAUX

Sans objet

00- 07 - CALENDRIER DES TRAVAUX

La durée d'intervention pour l'exécution de ce projet est fixée dans l'acte d'engagement.

Un calendrier enveloppe est joint au Dossier de Consultation des Entreprises.

Ce calendrier enveloppe prévisionnel est donné à titre indicatif et ne pourra être pris comme référence ultérieure car seul le planning définitif d'exécution, qui sera établi après diffusion des ordres de services de démarrage des travaux et signé par les entreprises, sera considéré comme contractuel.

Il n'y aura pas de périodes neutralisées pour cause de congés ou de fermeture des entreprises. Les entreprises retenues ne pourront élever aucune réclamation sur ce point.

Il appartient à chaque entrepreneur

- de gérer les éventuels arrêts de travail de ses salariés en effectuant des rotations internes.
- de gérer ses commandes et livraisons, aucun retard ne sera accepté pour les approvisionnements en matière première pour cause de fermeture ou congés de fournisseurs de chaque entreprise.

Les seules prolongations de délais acceptées sont celles imposées par des modifications de programme en provenance du Maître d'Ouvrage (s'il y a lieu) et par lui acceptées.

Ce document deviendra contractuel et servira de base à l'application de pénalités en cas de retards.

00- 08 - TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES – REGLES DE L'ART

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elle se trouvera être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions, etc.

00- 09 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE SUR LE CHANTIER

Les entrepreneurs veilleront scrupuleusement au respect des règles de sécurité concernant le travail des ouvriers, la protection des baies libres, trémies, etc.

Les dispositions réglementaires de protection, d'hygiène et de sécurité seront conformes aux prescriptions des lois, décrets, arrêtés et règlements en vigueur.

Les indications figurant dans les documents établis par le coordonnateur S.P.S. seront rigoureusement respectées. Tous les travaux nécessaires au respect des spécifications concernant la sécurité et la santé sont réputés compris dans l'offre de l'entreprise.

00- 10 - INSTALLATION DE CHANTIER – REPARTITION DES DEPENSES - OBLIGATIONS

L'entreprise se reportera aux prescriptions définies dans le PGC établi par le coordonnateur de sécurité.

00- 10.1- ACCES AU CHANTIER

A la charge du gros œuvre

L'accès chantier se fera par la place

L'entreprise de gros œuvre devra mettre en place les signalisations :

- « accès chantier »
- ainsi que celles prévues pour les tiers « attention danger - sortie de chantier ».

00- 10.2- INSTALLATION DE CHANTIER

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise de gros œuvre soumettra au visa du Maître d'œuvre et au Coordonnateur sécurité, les plans d'installations de chantier qui devront préciser dans les différentes phases du chantier la description ci-après :

A la charge du gros œuvre, du début jusqu'à la fin du chantier (fourniture, mise en place, entretien) :

- ☐ la fourniture, la mise en place et l'entretien du panneau de chantier
- ☐ la fourniture, la mise en place et l'entretien des clôtures de chantier y compris portail et signalisations diverses (tel que chantier interdit au public etc ...) suivant la description des articles 2.6. et 2.7. du PGC. Les clôtures devront être attachées entre elles à l'aide de fixations et le portail devra être fermé par cadenas à code.
- ☐ la fourniture, la mise en place et l'entretien (complet et propre) des cantonnements en fonction de l'effectif (bureau, vestiaires, réfectoires).
- ☐ la vérification de l'installation électrique provisoire (par un organisme agréé) au lancement du chantier puis à chaque modifications.
- ☐ la zone de stockage temporaire des matériaux.
- ☐ un état des lieux préalable aux travaux et remise en état si nécessaire.
- ☐ la fourniture, l'installation et le branchement du compteur électrique de chantier jusqu'en limite de clôture (l'entreprise devra prendre à sa charge l'ensemble des frais liés aux installations nécessaires aux raccordements entre le compteur et le transformateur EDF le plus proche)
- ☐ la fourniture, l'installation et le branchement du compteur eau de chantier jusqu'en limite de clôture. (L'entreprise devra prendre à sa charge l'ensemble des frais liés aux installations nécessaires aux raccordements entre le compteur et le réseau existant)
- ☐ la fourniture, la mise en place, et l'entretien des dispositifs communs de sécurité (garde-corps provisoires périphériques, protections des trémies par platelages scellés).

A la charge des autres intervenants :

- ☐ Chaque entreprise devra posséder sur le chantier un téléphone portable pour l'appel des premiers secours en cas d'accident.
- ☐ la Mairie mettra à la disposition de l'ensemble des entreprises le sanitaire et les WC existants derrière la Mairie.
- ☐ La fourniture, la mise en place et l'entretien des armoires électriques (au nombre de une tous les 25 ml) ainsi que toutes les installations nécessaires au chantier suivant la description de l'article 3.6. du PGC sont à la charge de l'entreprise d'électricité.

Le câble d'alimentation (protégé par gaine PVC rouge) partant du compteur de chantier et alimentant toutes les installations nécessaires au chantier (cantonnement, coffrets, moyens de levage, etc..) suivant la description de l'article 3.6. du PGC est à la charge de l'entreprise d'électricité.

- A partir du compteur de chantier, mis en place par le gros œuvre, le lot plomberie aura à sa charge la fourniture, la mise en place et l'entretien d'un robinet de puisage en prenant soin d'enterrer le tuyau d'alimentation afin d'éviter le risque de gel.
- il n'est pas prévu de benne à gravats collective, l'évacuation sera journalière et par entreprise. Nota : dans le cas de non-respect concernant l'évacuation journalière (afin de ne pas avoir un chantier en mauvais ordre de fonctionnement) une benne à gravats sera mise en place au frais des entreprises défaillantes. Il sera exigé la fourniture d'un PV attestant que les déchets ont été traités.
- Etant donné l'environnement chaque entreprise devra assurer l'approvisionnement des matériaux à l'avancement des travaux. Cependant pour les approvisionnement volumineux une zone temporaire clôturée sera prévue.
- la mise en place des engins de levage sera propre à chaque entreprise.

Nota :

Toutes les consommations quelles qu'elles soient seront prévues au Compte Prorata (exemple : chauffage, eau, électricité, nettoyage des cantonnements en cas de carence de la part des entreprises utilisatrices)

Concernant les consommations de chauffage, eau, électricité, ainsi que le nettoyage des cantonnements en cas de carence de la part d'un intervenant, l'ensemble des entreprises devra participer financièrement au Compte Prorata.

De plus, toutes les installations décrites à l'article 2.8 devront être mises en place dès la phase de préparation du chantier (avant l'intervention d'une entreprise) et ne devront être retirées qu'à la réception des travaux.

00- 10.3- CLOTURE DE CHANTIER

A la charge du lot Gros œuvre

Il sera prévu une clôture hermétique bardée de type : Galva de 2ml de haut sur plots béton afin de rendre le chantier clos et indépendant vis à vis de l'extérieur et afin de sécuriser les zones de travaux.

L'entreprise aura à sa charge le remplacement de la clôture de chantier dès qu'une dégradation sera constatée.

Y compris portail sur lequel sera affiché :

- attention danger – sortie de chantier
- accès interdit à toutes personnes étrangères au chantier
- accès chantier

Y compris signalisations diverses :

- signalisation routière : d'approche, de position, de fin de prescription
- signalisation pour protection des passants : par panneaux indiquant un autre itinéraire.

00- 10.4- OBLIGATIONS LIEES AUX TRAVAUX

A l'intérieur des zones en chantier les entreprises devront prévoir :

- Rangement chaque soir du matériel portatif de chantier.
- Arrimer les échelles, escabeaux et les échafaudages.
- Ne laisser aucun matériau ou matériel susceptible de blesser :
- Enlèvement des cartons et emballage chaque soir jusqu'aux bennes,
- Enlèvement des gravats de construction chaque soir.
- Nettoyage par balayage des sols chaque soir.
- Fermeture chaque soir de l'accès à l'intérieur de la zone chantier
- Fermeture chaque soir des accès au chantier

- Interdiction de stockage sur les toitures terrasses.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour assurer la protection et le maintien en bon état de ses matériels jusqu'à réception des ouvrages. Il aura à sa charge tous les frais de manutention éventuellement nécessaires.

00- 11 - BILAN THERMIQUE ET CONFORMITE RT 2012

Toutes les valeurs données concernant l'isolation représentent des valeurs minima (sauf indication contraire).

Les isolants auront impérativement une certification ACERMI

Les vitrages une certification CEKAL

Tous les avis techniques (CSTB) et certificats (ACERME, CTBA) devront être fournis au bureau d'études pour accord sur les produits proposés par les entreprises **AVANT** mise en œuvre

00- 12 - FOUILLES ARCHEOLOGIQUES

En cas de découverte fortuite de monuments, ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisations antiques, inscriptions et plus généralement d'objets concernant la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie, la numismatique, etc. les stipulations de la loi du 27 septembre 1941, y compris additifs et modifications, seront strictement appliquées.

Le chantier de fouille sera conduit avec toutes les précautions nécessaires pour assurer la conservation des éventuelles découvertes. En cas de trouvaille, l'Architecte des Bâtiments de France devra être immédiatement avisé.

00- 13 - PLANS D'EXECUTION ET DE RECOLEMENT

00- 13.1- PLANS

Les plans devront être établis en coordination avec les autres lots et suffisamment tôt pour qu'ils soient examinés et approuvés par la Maîtrise d'œuvre de la réalisation et le Bureau de Contrôle. Ces plans d'atelier devront d'autre part respecter très fidèlement les côtes du dossier d'appel d'offres, sauf dérogation écrite de l'Architecte.

Toute erreur ou omission affectant ce dossier devra être signalée au Maître d'Ouvrage dans l'offre initiale, faute de quoi leurs conséquences financières éventuelles seront à la charge exclusive de l'entreprise.

00- 13.2- PLANS DE RESERVATION

Les plans de réservation doivent être faits sur les fonds de plan béton (sauf pour les lots menuiseries). Ils doivent avoir un numéro, une date, le cartouche de l'entreprise qui les envoie.

Pour les plans que l'on reçoit en informatique les plans doivent aussi être tracés dans l'espace papier, comme s'ils étaient imprimés.

Tous les plans de réservation doivent être envoyés par courrier et informatique à l'Architecte, à l'entreprise de Gros-Oeuvre ainsi qu'au bureau d'étude structure.

Les plans informatiques sont une aide en vue de la retranscription et permettent d'être plus réactif. Mais ce sont les plans papier qui font foi et qui devront donc être diffusés aux intervenants.

Les plans de réservation doivent être imprimés au 1/50.

Pour les plans de réservations menuiseries intérieures et extérieures, chaque ouverture concernée doit être numérotée sur un plan de repérage architecte. Ce numéro étant ensuite repris dans le carnet de plan et de réservations.

00- 13.3- PLANS DE RECOLEMENT

Après exécution de ses travaux :

L'entrepreneur de chaque lot technique devra remettre au Maître d'Ouvrage un dossier complet des ouvrages exécutés, y compris notice descriptive de fonctionnement des

équipements et notice d'entretien. (Dossier papier (nombre d'exemplaires défini au CCAP) + un dossier informatique au format PDF et DWG)

00- 14 - CONDITIONS TECHNIQUES D'EXECUTION DES TRAVAUX

Tous les ouvrages doivent être réalisés avec les matériaux ou fournitures de la meilleure qualité dans l'espèce indiquée avec mise en œuvre dans les règles de l'art, tant au point de vue technique qu'au point de vue esthétique.

00- 14.1- TROUS SCELLEMENTS ET MENUS OUVRAGES

L'entreprise de maçonnerie doit prévoir toutes les incorporations au gros-œuvre.

Elle réserve, à ses frais, tous les percements, passages pour bâtis, huisserie, dormants, scellements, etc. pratiqués dans le gros œuvre pour les ouvrages des lots secondaires.

Les demandes de réservation devront parvenir à l'entreprise de maçonnerie pendant la période de préparation, faute de quoi les travaux seront réalisés après coup en régie aux frais de l'entreprise défaillante.

Les entrepreneurs du second œuvre doivent tous les percements qui leurs seront nécessaires dans les autres matériaux que ceux constituant le gros-œuvre.

Chaque entrepreneur doit tous les raccords, scellements, bouchements, calfeutrements, joints plastiques ou autres indispensables à un parfait et complet achèvement de tous les travaux de son lot et ceci dans tous les matériaux.

En cas de désaccord entre entrepreneurs, l'imputation sera décidée par le maître d'œuvre.

00- 14.2- TRAITS DE NIVEAU

L'entreprise de gros-œuvre a la charge et la responsabilité des traits de niveau et de la borne repère jusqu'à l'achèvement de l'ouvrage.

00- 14.3- ECHANTILLONS

Avant toute commande, les entrepreneurs devront soumettre à l'agrément de l'architecte les échantillons des matériaux et matériels qu'ils comptent utiliser conformément au devis descriptif.

00- 14.4- PRECHAUFFAGE

Les entrepreneurs doivent prévoir dans leur prix les frais nécessaires pour assurer le préchauffage des locaux, notamment pour les travaux de menuiseries intérieures, faux-plafonds, peinture et revêtements de sols.

Les moyens proposés devront respecter les normes de sécurité et être conformes à la réglementation en vigueur.

00- 14.5- ECHANTILLONS

Obligation est faite à l'entrepreneur de présenter ou exécuter, selon le cas, les différents échantillons ou fabrications, dans les délais qui seront fixés dès la signature du marché, et qui resteront visibles et à la disposition du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pendant la durée du chantier, dans un local sur le chantier.

00- 14.6- MARQUES ET MODELES

Les descriptions d'ouvrages faisant référence à des marques et modèles, le font pour simplifier la description de ces ouvrages et donner un niveau de qualité. Les entreprises peuvent présenter des fournitures techniquement et architecturalement équivalentes.

00- 14.7- EQUIPEMENTS ET MATERIAUX

Les entreprises devront être agréées par les fabricants pour la pose et l'installation des équipements et matériaux.

Elles devront prévoir dans leurs prestations la formation pour le fonctionnement, la maintenance et l'entretien avec le soutien des fournisseurs concernés.

Les fiches d'entretien des sols seront remises au Maître d'Ouvrage.

00- 15 - CONTROLE INTERNE

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques sont convenablement protégées ;
- au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations ;
- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U et aux règles de l'Art ;
- au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

00- 16 - PROTECTION DES OUVRAGES EXECUTES

L'entrepreneur est tenu pour responsable des ouvrages de son lot et en doit la protection jusqu'à la réception. Il doit donc les protéger contre les risques de détérioration, de vol ou de détournement. De plus, pendant l'exécution de ses propres travaux, il doit prendre les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradation aux matériaux ou ouvrages des autres entrepreneurs.

Si des détériorations sont constatées en cours de chantier elles seront réparées aux frais de l'entrepreneur responsable, à charge pour lui de se faire couvrir par son assurance.

Si l'auteur des dégradations ne peut être identifié, la remise en état sera à la charge du compte prorata.

Ces réparations ou remises en état, quoique étant exécutées pendant le délai contractuel, n'entraîneront pas d'augmentation de ce délai.

00- 17 - NETTOYAGE ET ENLEVEMENT DES GRAVOIS

00- 17.1- AU COURS DES TRAVAUX,

Le chantier devra être tenu en parfait état de propreté par chaque intervenant.

Il doit le nettoyage parfait des locaux dans lesquels il travaille ou qu'il emprunte pour l'exécution de ses travaux.

La gestion des gravois sera faite selon prescriptions du Plan Général de Coordination.

Les sols seront livrés par le gros œuvre et le plâtrier aux entreprises du second œuvre parfaitement nettoyés, exempts de toutes traces de mortier ou de plâtre, soigneusement balayés.

Chaque Entrepreneur intervenant sur le chantier devra toujours immédiatement après exécution de ses travaux dans un local ou groupe de locaux donnés, procéder **à l'enlèvement de ses gravois** dans les bennes prévues à cet effet et **au balayage des sols**.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte soit en sacs ou par seau.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et chaque Entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

00- 17.2- NETTOYAGE FINAL

Les nettoyages pour la réalisation des Opérations Préalables à la Réception ainsi que celui pour mise à disposition de la Maîtrise d'Ouvrage sont décrits et prévus au lot peinture.

Cette prestation n'inclus pas l'enlèvement des gravois des divers intervenants

00- 18 - GARANTIES ANNUELLES, BIENNALES ET/ OU DECENNALES

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale.

Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserves constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

00- 19 - ORGANISATION DE CHANTIER / SECURITE

L'entreprise devra impérativement prendre connaissance de l'ensemble des CCTP de tous les lots ainsi que du P.G.C. et intégrer les demandes concernant la mise en sécurité de chaque intervention.

Pour tout ce qui concerne l'installation de chantier, la gestion du compte prorata, la sécurité et la propreté du chantier se sont les documents du coordonnateur SPS qui prévaudront.